

## **Marchés publics industriels**

### Objet du Marché

Conception, réalisation, livraison et installation d'un système rapide de raccordement électrique et fibre optique d'un démonstrateur flottant sur le site du SEM-REV au Croisic (44).

Premier cas d'application et d'utilisation dans le cas particulier d'un démonstrateur EMR flottant.

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

### **Marché soumis**

aux dispositions du Code de la commande publique (l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)

et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics Industriels (C.C.A.G.-M.I.)  
arrêté du 16/09/2009

**Marché passé en procédure avec négociation** selon les articles R2124-3 et R.2161-12 à 20 du code de la commande publique

Référence de la consultation

**PN-2020-08**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 – PROCEDURE DE PASSATION	4
1.3 – DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.4 – DUREE DU MARCHÉ	5
1.5 – VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES – PSE	5
<b>ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 : MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>6</b>
3.1 – SURVEILLANCE DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	6
3.2 – VERIFICATION OPERATIONNELLE PREALABLE A LA LIVRAISON	6
3.3 – DELAIS DE LIVRAISON	6
3.5 - PROLONGATION DES DELAIS	7
<b>ARTICLE 4 : INSTALLATION, MISE EN ORDRE DE MARCHÉ, VERIFICATION ET ADMISSION (TRANCHE OPTIONNELLE)</b>	<b>7</b>
4.1 - RÉCEPTION DE MISE EN ORDRE DE MARCHÉ	7
4.3 – CONDITIONS D’ADMISSION APRÈS VÉRIFICATION	8
<b>ARTICLE 5 : UTILISATION DES RESULTATS</b>	<b>8</b>
5.2 – CESSIION DES DROITS D’EXPLOITATION SUR LES RESULTATS	8
<b>ARTICLE 6 : GARANTIE TECHNIQUE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 : MARCHANDISES REMISES AU TITULAIRE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 : GARANTIES FINANCIERES</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 : AVANCES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 : PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>9</b>
11.1 - ACOMPTES	9
11.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	9
11.3 - MODE DE REGLEMENT	10
<b>ARTICLE 12 : PENALITES</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 13: ASSURANCES</b>	<b>10</b>

<b><u>ARTICLE 14 : RESILIATION DU MARCHE</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITÉ</u></b>	<b><u>11</u></b>
<b><u>ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE</u></b>	<b><u>11</u></b>
<b><u>ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. MARCHES PUBLICS INDUSTRIELS</u></b>	<b><u>11</u></b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

- **La conception**
- **La réalisation**
- **La fourniture – livraison**
- **L'installation**

**d'un dispositif rapide de raccordement électrique, optique et mécanique d'un système flottant de récupération d'énergie marine à un ombilical dynamique permettant d'exporter l'énergie produite et d'assurer la communication avec les dispositifs sur le site du SEM-REV au Croisic.**

Les caractéristiques des fournitures faisant l'objet du présent marché sont définies au CCTP.

### 1.2 – Procédure de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une **procédure avec négociation** selon les articles R.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-20 du code de la commande publique.

Aux termes de l'article R.2124-3 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut passer ses marchés selon la procédure avec négociation notamment dans les hypothèses suivantes :

- Le besoin ne peut être satisfait sans adapter les solutions immédiatement disponibles ;
- Le besoin consiste en une solution innovante ;
- Le marché comporte des prestations de conception.

Le présent marché consiste en la fourniture d'un système de connexion/déconnexion destiné à être installé sur l'ombilical dynamique existant afin de le lier à un démonstrateur flottant, situé en mer sur le site d'expérimentation SEM-REV au Croisic.

Aucune solution présente sur le marché ne peut satisfaire le besoin sans une phase d'adaptation. Le type de prestation demandé étant inédite, une phase de conception et d'études d'exécution se révèle nécessaire, justifiant ainsi le recours à la procédure avec négociation.

La complexité, les contraintes et les caractéristiques du besoin rendent indispensable le recours à la négociation avec les soumissionnaires.

### 1.3 – Décomposition en tranches et lots

Ce marché fait l'objet d'un lot unique, conformément aux dispositions de l'article L.2113-11 du Code de la Commande Publique, car la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

La présente consultation prévoit deux tranches :

- Tranche ferme : Conception, réalisation, livraison et méthodologie d'installation du connecteur ;

- Tranche optionnelle : installation et mise en ordre de marche de la marchandise qui pourrait intervenir au plus tôt à l'été 2021.

Le lancement de chacune des tranches sera opéré par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations correspondantes. La notification du marché vaudra l'ordre de service relatif à la tranche ferme.

La décision d'affermir ou non la tranche optionnelle appartient à la Personne publique. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune prime d'intéressement, indemnité d'attente ou de dédit. L'affermissement de la tranche optionnelle pourra intervenir jusqu'à la fin de l'année 2021.

#### 1.4 – Durée du marché

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution des prestations et correspond à la période allant de la notification du marché au titulaire à la notification par la personne publique de sa décision de réception définitive des fournitures et prestations faisant l'objet du marché.

Le délai d'exécution de la tranche optionnelle commence à courir à compter de la date de notification de la décision de son affermissement par la Personne publique jusqu'à la décision d'admission définitive des prestations.

#### 1.5 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles – PSE

Une offre variante conforme à l'article II.2 du CCTP sera déposée par les candidats en complément de l'offre de base. Elle ne pourra remplacer cette dernière. L'offre de base et l'offre variante sont obligatoires. Le nombre d'offres variantes est limité à une (1) par candidat. L'offre variante devra faire l'objet d'Acte d'engagement avec son bordereau DPGF et de mémoire technique distincts.

Le présent marché prévoit une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative définie à l'article II.4.1 du CCTP. Elle est demandée dans l'offre de base et l'offre variante.

### **Article 2 : Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

#### **A) Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière, le bordereau de prix unitaire (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le mémoire technique du candidat.

#### **B) Pièces générales**

- Le Code de la commande publique en vigueur à la date de publication du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics Industriels (C.C.A.G.-M.I.), arrêté du 16/09/2009 ;

**Nota :** les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées être bien connues du titulaire et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation relative à son activité.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée inexistante.

## **Article 3 : Modalités d'exécution des prestations**

### **3.1 – Surveillance de l'exécution des prestations**

A la demande de la personne publique, le titulaire assure aux représentants de l'Ecole Centrale de Nantes le libre accès à tous les lieux d'exécution des prestations afin de permettre la surveillance de l'exécution des prestations par ce dernier, dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-M.I.

Le titulaire est responsable de toute entrave apportée au libre exercice de la surveillance. En tout lieu d'exécution des prestations, y compris chez ses sous-traitants.

Les dossiers d'exécution sont tenus par le titulaire à la disposition de l'Ecole Centrale de Nantes. Celui-ci peut se faire communiquer tout renseignement et opérer les vérifications qu'il juge nécessaires pour s'assurer que les clauses techniques prévues au marché sont respectées.

Le titulaire doit notamment prévenir, en temps utile, la personne publique de toutes les opérations auxquelles cette dernière a déclaré vouloir assister. A défaut, la personne publique pourra, soit les faire recommencer, soit refuser les prestations soumises à ces opérations, en dehors de son contrôle.

L'Ecole Centrale de Nantes doit être avisée immédiatement de tous événements de nature à modifier le déroulement prévu des opérations.

### **3.2 – Vérification opérationnelle préalable à la livraison**

Des premiers tests seront effectués en présence des représentants de l'Ecole Centrale de Nantes sur le lieu d'exécution des prestations du titulaire.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces premiers tests.

A l'issue de cette opération de vérification préalable, si les prestations effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, de compléter la prestation.

S'agissant des résultats de la phase de conception, leur admission ne peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur que par une décision expresse et écrite.

### **3.3 – Délais de livraison**

Le délai de livraison des matériels est celui indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

En cas de non-respect de ce délai, des pénalités seront appliquées dans les conditions précisées à l'article 12 du présent CCAP.

### **3.4 – Modalités de livraison et vérification quantitative**

La livraison des fournitures est franco de port. Le transport s'effectue, sous la responsabilité et au frais du titulaire, jusqu'au lieu de stockage suivant :

#### **Terminal Grand Ouest de Montoir-de-Bretagne**

Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués au frais du Titulaire et sous sa responsabilité. Le cas échéant, le dédouanement des fournitures reste également l'affaire du Titulaire et sera compris dans ses tarifs.

La date exacte de la livraison de la marchandise sera fixée après accord des deux parties.

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues par le Titulaire. Elle est de la responsabilité de ce dernier. **Aussi le conditionnement des équipements livré doit permettre son scellage après vérification.**

Une vérification quantitative des fournitures sera effectuée sur le site de stockage au moment de la livraison par les représentants de l'Ecole Centrale de Nantes et en présence des représentants du Titulaire.

A l'issue de l'opération de livraison, le titulaire signe le procès-verbal fourni par l'Ecole Centrale de Nantes.

**La mise en ordre de marche et l'installation n'intervenant qu'au plus tôt à l'été 2021, il sera demandé au titulaire de procéder à un scellé du contenant de la marchandise par un plomb métallique ou plastique.**

**Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MI, en absence d'affermissement de la tranche optionnelle dans les délais contractuels, les prestations relatives à la tranche ferme sont réputées admises 1 (un) mois après expiration du délai d'affermissement de la tranche optionnelle.**

### 3.5 - Prolongation des délais

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la personne responsable du marché dans les conditions de l'article 14.3 du C.C.A.G.-M.I.

## **Article 4 : Installation, mise en ordre de marche, vérification et admission (tranche optionnelle)**

### 4.1 - Réception de mise en ordre de marche

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle par décision écrite et expresse du Pouvoir adjudicateur, la mise en ordre de marche des équipements seront réalisées par le titulaire sous sa responsabilité.

Aussi, le titulaire indiquera dans son offre technique un délai maximal d'installation et de mise en ordre de marche à compter de la décision d'affermissement.

En cas de retard imputable à la personne publique, la prolongation du délai est de droit au titulaire.

En cas de retard imputable au titulaire, des pénalités de retard seront appliquées conformément aux dispositions de l'article 12 du présent CCAP.

La réception de mise en ordre de marche inclut l'installation, le montage et la réalisation des connexions entre les différents appareils, les raccordements aux réseaux d'électricité, d'eau et d'air (le cas échéant) ainsi que la mise en service effective de la fourniture.

A l'issue des opérations de mise en ordre de marche, le titulaire prévient l'Ecole Centrale de Nantes par l'envoi d'un courrier en recommandé avec A/R appelé « notification de mise en ordre de marche » ou signe le procès-verbal de mise en ordre de marche fourni par l'Ecole Centrale de Nantes.

### 4.2 – Opérations de vérification qualitative

Les opérations de vérification qualitative permettent de constater que les prestations sont réalisées dans le respect des stipulations du marché, conformément à l'article 29 du C.C.A.G.-M.I.

Ces opérations ont pour but de constater que le matériel livré présente les caractéristiques techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions exigées par la personne publique et celles précisées dans la documentation remise par le titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 30 du CCAG-MI, pour effectuer les opérations de vérifications qualitatives et notifier sa décision, l'Ecole Centrale de Nantes dispose d'un délai de 30 jours ouvrés.

#### 4.3 – Conditions d'admission après vérification

A l'issue des vérifications qualitatives, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception, de réfaction, d'ajournement ou de rejet, conformément aux dispositions de l'article 31 du CCAG-MI, qui sera notifiée au titulaire par l'envoi d'un courrier en recommandé avec A/R ou par messagerie électronique.

A titre dérogatoire, le délai de 7 jours prévu à l'article 30 du CCAG-M.I est porté à 30 jours ouvrés à compter de la réception de la notification de mise en ordre de marche, par les termes du présent marché. Ce délai est automatiquement reconduit en absence d'une décision expresse et écrite notifiée au Titulaire dans les temps impartis.

Il est dérogé aux dispositions de l'article 31 du CCAG-M.I., en ce qui concerne la réception tacite. Par les termes du présent marché, la réception des prestations et des fournitures ne peut être prononcée par le Pouvoir adjudicateur que par une décision expresse et écrite. Elle est dûment notifiée au Titulaire.

La réception définitive des prestations entraîne le transfert de propriété conformément à l'article 32 du CCAG-MI.

### **Article 5 : Utilisation des résultats**

#### 5.1 – Régime des connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. La personne publique, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

#### 5.2 – Cession des droits d'exploitation sur les résultats

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant à l'Ecole Centrale de Nantes de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales et sans limite de destinations.

### **Article 6 : Garantie technique**

Les fournitures sont garanties contre tout vice de matières et de fabrication pendant **12 mois** au moins sauf si le titulaire a prévu une garantie supérieure à ce délai dans son offre qui se substitue à la garantie minimale.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-M.I, elle commence à compter du jour de :

- la réception définitive des équipements suite à leur installation sur le site en mer en cas d'affermissement de la tranche optionnelle.
- la réception définitive des équipements dans les conditions de l'article 3.4 du CCAP en cas de non affermissement de la tranche optionnelle.

### **Article 7 : Marchandises remises au titulaire**

Sans objet.

### **Article 8 : Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.



## Article 9 : Avances

Sauf refus exprimé expressément dans l'acte d'engagement, conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance peut être accordée à tout titulaire d'un marché dont le montant dépasse 50 000 € HT.

Cette avance est égale à 5% (20% pour petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique) du montant initial du marché dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois. L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance donnant lieu au paiement direct, selon l'article R.2191-6 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des fournitures livrées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des fournitures livrées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

## Article 10 : Prix du marché

Les tarifs applicables aux prestations du titulaire faisant partie des tranches seront détaillés à l'acte d'engagement et au bordereau de prix annexé.

**Le montant total des fournitures et prestations figurant à l'article 2 de l'acte d'engagement est global et forfaitaire.**

Dans le **bordereau de prix** le candidat indiquera la décomposition du prix global.

Les prix du marché sont exprimés en euros et sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise des offres.

Les prix des prestations du marché sont **fermes**. Ces prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents à l'exécution des besoins décrits dans le présent cahier des charges (conditionnement, emballage, manutention, stockage, transport jusqu'au lieu de livraison).

## Article 11 : Modalités de règlement des comptes

### 11.1 - Acomptes

*Tranche ferme :*

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 12.2 du CCAG-M.I :

- 15% à l'admission des résultats de la phase de conception ;
- 80% après livraison et vérifications à l'espace de stockage ;
- 5 % après admission définitive dans les conditions de l'article 3.4 du présent CCAP.

*Tranche optionnelle :*

- 80% après installation et réception de la mise en ordre de marche ;
- 20% après signature du Procès-Verbal d'admission définitive.

### 11.2 - Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes au paiement comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;

- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- la date de livraison des fournitures ;
- la nature des fournitures livrées ;
- le montant hors taxe des fournitures en question ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les factures seront libellées au nom de l'Ecole Centrale de Nantes et adressées au service facturier de l'Ecole.

### 11.3 - Mode de règlement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en oeuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans les articles R.2192-12 à R.2192-15 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € prévue à l'article R.2192-35 du Code de la commande publique sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## **Article 12 : Pénalités**

En cas de retard dans l'exécution de l'ensemble ou d'une partie des prestations faisant l'objet du présent marché des pénalités journalières seront appliquées au titulaire.

Par dérogation aux stipulations de l'article 15 du CCAG-M.I le montant de la pénalité journalière s'élève à 300 €.

## **Article 13: Assurances**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché.

Les garanties devront être de conditions nécessaires et suffisantes, **le titulaire supportera toute surprime éventuelle liée à une insuffisance de garantie.**

## **Article 14 : Résiliation du marché**

Seules les stipulations du chapitre 6 du CCAG-M.I, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-1, R.2143-3, R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.2143-5 à 2143-10 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## Article 15 : Confidentialité

Le titulaire du marché est tenu, ainsi que l'ensemble des personnes travaillant pour cette prestation, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution des prestations. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la Personne Publique.

## Article 16 : Droit et Langue

L'unité monétaire est l'Euro (€).

En cas de litige, le droit français est le seul applicable. Le tribunal administratif de Nantes est seul compétent pour régler les litiges qui n'auraient pas pu donner lieu à conciliation entre les parties.

Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en français. Seuls les documents techniques peuvent être rédigés en anglais.

## Article 17 : Dérogations au C.C.A.G. Marchés Publics Industriels

Articles dérogatoires	Articles auxquels il est dérogé
3.4	31
4.2	30
4.3	31
6	33
12	15